

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q2/POL/2
28 août 2003

(03-4495)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

NOTIFICATION PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:4 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES AVANT L'ADOPTION D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE PROVISoire VISÉE À L'ARTICLE 6

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

Réponses aux questions du MEXIQUE¹ concernant les notifications de la POLOGNE²

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 août 2003.

Le Mexique souhaite poser au gouvernement polonais les questions suivantes concernant l'application de la mesure définitive imposée à l'importation de divers produits en acier (G/SG/N/6/POL/4, G/SG/N/7/POL/1 et G/SG/N/10/POL/1), en complément des questions présentées à la réunion d'octobre 2002.

1. Pourquoi le Mexique n'a-t-il pas été considéré comme pays en développement, alors qu'il estime être un pays en développement, en vertu du principe d'autodésignation (situation prévue dans le Protocole d'accession du Mexique à l'OMC, outre qu'il est reconnu comme tel par d'autres organismes multilatéraux, par exemple la Banque mondiale)?
2. Suivant les renseignements officiels donnés par le gouvernement polonais, le Mexique n'a pas exporté pendant la période couverte par l'enquête, outre qu'il est un pays en développement ainsi qu'il a été indiqué au point 1.
3. Compte tenu de ce qui précède, le gouvernement polonais pourrait-il expliquer pourquoi le Mexique n'a pas été exclu du champ d'application de la mesure, conformément à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes?

¹ G/SG/Q2/POL/1.

² G/SG/N/6/POL/4, G/SG/N/7/POL/1 et G/SG/N/10/POL/1.

À cet égard, le Mexique souhaite faire part de ses préoccupations au sujet de l'utilisation par quelques Membres de critères qui ne sont pas prévus dans le cadre de l'OMC aux fins de l'exclusion établie à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Et préciser que le fait qu'il participe à l'Organisation de coopération et de développement économiques ne modifie pas son statut de pays en développement.

Réponse

Pour ce qui est des questions posées par le Mexique quant à certains aspects de l'imposition par les autorités polonaises de mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier, nous souhaiterions préciser les points suivants:

1. Les critères selon lesquels un pays donné est reconnu comme pays en développement ne figurent pas dans les règles de l'OMC. À cet égard, la règle d'autodésignation n'est pas considérée comme contraignante. Par conséquent, les pays utilisent différentes méthodes pour déterminer si un pays donné entre dans la catégorie des pays en développement (par exemple la liste des bénéficiaires du SGP).
 2. En vertu de la législation polonaise, le statut de pays en développement est accordé à des pays ou à des territoires douaniers non européens qui ont un produit intérieur brut par habitant inférieur à celui de la Pologne. La liste des pays en développement établie conformément à cette règle figure dans le tarif douanier de la Pologne. Les renseignements fournis dans le Manuel de statistiques de la CNUCED pour la dernière année disponible servent de base de comparaison du PIB par habitant. Selon les dernières données (année 2000), le PIB par habitant au Mexique s'élevait à 5 811 dollars EU alors qu'en Pologne il n'était que de 4 086 dollars EU par habitant.
 3. L'obligation de se conformer à notre législation nationale, qui à cet égard ne viole pas le droit international, ne nous permettait pas de traiter le Mexique comme un pays en développement au moment de l'imposition des mesures de sauvegarde, bien que les importations en provenance du Mexique au cours de la période couverte par l'enquête n'aient pas dépassé le seuil de 3 pour cent mentionné dans l'Accord sur les sauvegardes.
 4. Compte tenu du caractère non contraignant de la règle d'autodésignation, la Pologne souhaiterait souligner que le statut de pays en développement du Mexique dont il est question dans le préambule du Protocole d'accession du Mexique au GATT fait uniquement référence au moment de l'accession, c'est-à-dire à 1986 ("statut actuel"). La situation économique du Mexique a considérablement changé depuis cette date.
-